

Baisses d'impôts: "pas obligatoirement une bonne nouvelle" pour Mailly (FO)

Paris, France | AFP | jeudi 20/08/2015 - 10:40 | 326 mots

Les baisses d'impôts promises par François Hollande ne sont "pas obligatoirement une bonne nouvelle", a déclaré jeudi le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, en regrettant l'absence d'une "grande réforme fiscale".

"Est-ce que tous les moyens sont pris pour que la croissance s'amplifie ? Je n'en suis pas sûr avec la ligne économique qui est suivie", a aussi estimé Jean-Claude Mailly interrogé sur France Inter. Cette "promesse peut-être difficile à tenir en tout état de cause si la croissance n'est pas là", a-t-il ajouté.

Mais l'annonce d'une baisse d'impôts "n'est pas obligatoirement une bonne nouvelle" : "Nous, nous réclamons depuis longtemps une grande réforme fiscale -- ce qu'avait d'ailleurs annoncé le Premier ministre précédent Jean-Marc Ayrault, qui n'a pas eu lieu -- qui remette au centre l'impôt sur le revenu", a-t-il expliqué.

"Je ne pense pas qu'annoncer d'une manière générale des baisses d'impôts soit la chose à faire en matière de fiscalité", a insisté le secrétaire général, qui s'est aussi dit favorable à ce que "tout le monde" paye l'impôt sur le revenu, "même si c'est de manière symbolique, quitte à baisser d'autres types d'impôts".

Dans un entretien aux quotidiens régionaux du groupe Ebra publiée jeudi, le président de la République a promis de nouvelles baisses d'impôts pour les Français "si la croissance s'amplifie en 2016".

En déplacement dans l'Isère, François Hollande a affirmé jeudi matin: "Il doit y avoir une croissance plus forte en 2016", "il y aura donc des baisses d'impôts quoi qu'il arrive en 2016".

Pour Jean-Claude Mailly, pour doper la croissance, il faudrait "jouer sur trois moteurs": la consommation et les investissements privés et publics. Or avec "un pouvoir d'achat en berne", "la consommation est en panne", comme les investissements, a-t-il souligné.

"Du côté de l'investissement privé, nous disons depuis longtemps qu'il faut revoir le pacte de responsabilité" -- "des aides énormes accordées sans condition aux entreprises", représentant "41 milliards d'euros sur trois ans", a-t-il une nouvelle fois plaidé.

est/jg/it